



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Unité départementale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure n° 2017-40747**

**Société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE  
à Limay**

Le Préfet des Yvelines  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-1, L.512-11, L. 514-5, R.512-3 et R.512-58 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014185-0006 en date du 4 juillet 2014 autorisant la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE à poursuivre l'exploitation de recyclage de bouteilles en plastiques dans son établissement situé sur la commune de Limay ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 novembre 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 11 octobre 2016 ;

**Vu** les observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date 3 janvier 2017 ;

**Considérant** que lors de des inspections des 23 juin et 11 octobre 2016, il a été constaté que les stockages de matières plastiques étaient réalisés, mais ne respectaient pas pleinement les conditions de sécurité fixées par l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014, en particulier aucune disposition n'a été prise pour la gestion des eaux de ruissellement, et l'interdiction de l'accès aux stockages n'est réalisée que par l'intermédiaire d'une clôture provisoire ;

**Considérant** qu'il convient d'adapter les délais prévus par l'arrêté afin que l'exploitant soit en mesure de les satisfaire compte tenu du contexte d'exploitation actuel ;

**Considérant** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé 465, route des prés de la mer à Limay (78520) de procéder à la régularisation des conditions de stockage de matières plastiques ou à la cessation de cette activité :

• **Dans un délai d'un mois** l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

- dans le cas où il opte pour l'arrêt des stockages devant l'entrée du site, celui-ci devra être effectif dans les **deux mois** et l'exploitant informe le préfet dans le même délai, des mesures prises pour l'évacuation des stockages et la remise en état du site ;

- dans le cas où il opte pour la mise en conformité des installations de stockage, les travaux devront être réalisés **sous cinq mois** à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure ; ils respecteront notamment les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'exploitation :

- article 2.1.3 - accès contrôlé aux installations : le site est entouré d'un grillage d'une hauteur de 2 mètres en matériaux résistants, afin de garantir la sécurité et le contrôle des entrées ;
- article 4.3.2.3 - collecte des eaux de ruissellement et des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- article 8.2.1 - zone de stockage externe de balles de matières plastiques : préciser les îlots de stockage en actualisant le plan des stockages externes, matérialiser l'emprise des îlots au sol.

**Article 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Limay,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **- 5 JAN. 2017**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de l'unité départementale des Yvelines



Henri KALTEMBACHER